

Cet ebook a été publié sur
www.bookelis.com

© Jacques Cotta, année 2021

Tous droits de reproduction, d'adaptation
et de traduction, intégrale ou partielle
réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et
responsable du contenu de cet ebook.

Du même auteur

Dans le secret des sectes, *Ed Flammarion, 1992.*

L'illusion plurielle, pourquoi la gauche n'est plus la gauche ? (avec Denis Collin)
Ed. J.C. Lattès. 2001.

7 millions de travailleurs pauvres, la face cachée des temps modernes. *Ed Fayard, 2006.*

Riches et presque décomplexés, *Ed Fayard, 2008.*

Qui veut la peau des services publics, *Ed. Gawsewitch, 2011.*

Un CDD sinon rien, « quand intérêts financiers » riment avec « précarité des salariés », *Ed. Gawsewitch, 2012*

L'Imposteur, *Ed Balland, 2014.*

Macronavirus, la barbarie en marche, à quand la fin ? *Ed. Bookelis, 2020*

Avant-Propos

J'ai hésité entre plusieurs titres.

« **C'était mieux avant** » ? Cela ne faisait pas l'affaire. La référence à cet « avant » est trop passéiste, trop paralysante, trop absolue, trop définitive.

« **La catastrophe imminente** ». L'imminence sur laquelle tout le monde s'accorde annonce des éléments nouveaux, récents, fondateurs de la catastrophe, qui seraient une menace et dont nous devrions prendre conscience. En même temps, cela gomme sans doute l'essentiel. La catastrophe ne constitue pas un danger futur. Elle est déjà là !

« **La catastrophe en marche et les moyens de la conjurer** ».

C'est ce titre qui a retenu ma préférence. Le jeu de mots facile « en marche » accolé à « la catastrophe » est en réalité fortuit. Car « En Marche » n'est qu'un aspect de la catastrophe, beaucoup plus générale. La catastrophe qu'il s'agit de conjurer n'a pas

attendu les dernières élections présidentielles et l'ascension de Jupiter au pouvoir, ni les prochaines, quel que soit le résultat, pour s'imposer et s'aggraver.

La catastrophe est en cours depuis des décennies. Il est donc possible d'en dégager les grands traits et donc d'aborder les moyens de la conjurer.

L'occasion de réaffirmer que « *Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé*¹ ».

Ce sont donc ces conditions qu'il s'agit d'analyser.

¹Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte. Karl Marx. 1852.

Introduction: **Catastrophe en marche**

« Nous CHEMINONS entourés de fantômes au front troué ». **Natalia**

Trotsky

« Oui mais... Ça branle dans le manche/
Les mauvais jours finiront/ Et gare à la
revanche/ Quand tous les pauvres s'y
mettront/ Quand tous les pauvres s'y
mettront ! » **La semaine sanglante**

Depuis plusieurs décennies, nous sommes confrontés à une série de crises, énergétique, climatique, ou encore écologique. Ces crises ne sont ni conjoncturelles ni isolées les unes des autres. Elles expriment en réalité la crise d'ensemble du système capitaliste qui entraîne dans son sillage toutes les sphères de la société.

En France, les bases de la reconstruction engagée en 1945 sont sapées. Sur le plan économique, industriel, social ou politique, mais aussi international, européen ou encore éducatif ou sanitaire, dans tous les domaines, la situation ne cesse de s'aggraver et les réformes qui prétendent y remédier

accentuent le mal. L'évolution des manières de voir et des comportements n'échappe pas à la règle. L'individualisme s'enracine, qui menace toutes les bases d'une vie sociale décente.

La bien-pensance politique et médiatique refuse ce constat. L'idéologie officielle condamne le « catastrophisme » synonyme d'une critique de fond. Il faut « positiver », à tout prix. En 2006, sur le terrain politique, le Premier ministre Dominique de Villepin popularisait le terme de « déclinologue » en lui donnant le sens péjoratif de personnes voyant tout en noir.

« Je vois surgir une nouvelle population dans notre pays, de nouveaux experts : les "déclinologues". De grâce, il y a vingt siècles d'Histoire dans notre pays pour nous rappeler qui nous sommes et où nous allons. Alors, ce n'est pas en levant le doigt pour savoir dans quel sens va le vent que nous

devons chercher à comprendre quel est le destin de la France² ».

Mais aujourd'hui, il ne s'agit plus de chercher le sens du vent. C'est la tempête qui s'annonce. Ni de comprendre le destin de la France qui se retrouve au bord d'un précipice que seuls les optimistes par nature ou intérêt peuvent ne pas voir. Les débats de circonstance nourris durant des mois, notamment sur le grand remplacement, l'usage des prénoms étrangers, le réchauffement climatique, ou encore la déconstruction de l'homme blanc, ont permis d'évacuer la question centrale qui nous concerne tous, la catastrophe qui est en marche.

En 2017, à l'occasion de la sortie d'un de ses livres³, le philosophe Michel Serres invité sur un plateau de télévision balayait « toute

²*Vœux du Premier ministre à la presse*, 10 janvier 2006.

³« C'était mieux avant », éditions Pommier, Michel Serres, août 2017.

vision nostalgique de l'histoire » et le fameux « c'était mieux avant » qui avait cours après la crise financière de 2008, et s'employait ainsi, comme le Premier ministre de Jacques Chirac le faisait dix ans plus tôt, à régler leur compte aux déclinistes de tous ordres. Toute critique du système était autorisée à condition que ne soit pas remise en cause l'évolution globale de la société et son fonctionnement.

Ainsi, se référant à ses années de jeunesse, il situait la réflexion sur le plan international en évoquant « *Franco, Mussolini, Hitler, Staline, Mao, rien que des braves gens qui ont réussi à faire quarante-cinq millions de morts durant la Seconde Guerre mondiale* » avant de trancher tout logiquement, « *il n'y a pas photo entre les deux états du monde* ».

La conclusion se voudrait donc sans appel. Le cours de l'histoire, malgré quelques embûches, irait dans le bon sens. Parler de catastrophe en marche serait faire preuve

d'ignorance ou de mauvaise foi avérée. Pourtant, ces « évidences » sont fausses.

Le décompte arithmétique du philosophe ne suffit pas à dégager une trajectoire. Les attentats, les guerres asymétriques dans lesquelles la France a notamment été impliquée, celle de Corée, du Vietnam, plus récemment d'Irak, d'Afghanistan, de Yougoslavie, du Rwanda, plus meurtrières les unes que les autres auront du mal à convaincre qu'aujourd'hui est bien meilleur qu'hier. Les espoirs dans un « nouvel ordre mondial pacifique et démocratique » qui avaient été nourris imprudemment avec la fin de la guerre froide se sont évanouis. Les prémices des plus grandes ruptures sont là et aujourd'hui comme hier la parole de Jean Jaurès s'affirme d'une brûlante actualité, « *le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage* ».

Avec les fausses évidences, les apparences sont trompeuses.

À la violence militaire en Europe s'est substituée une violence moins visible, mais tout aussi dévastatrice sur la planète, une misère galopante qui dans un premier temps a été endiguée pour ensuite durablement s'installer. Ainsi, selon les Nations unies, trois milliards quatre cents millions de personnes vivent avec moins de 5,5 dollars par jour et un milliard neuf cents millions avec moins de 3,20 dollars. L'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud, mais également des pays « développés » parmi les plus riches en Europe ou en Amérique sont touchés. Le drame humain est d'une autre nature que celui connu durant la Seconde Guerre mondiale, avec ses quarante-cinq millions de morts, mais le drame est toujours là, dans des proportions aussi importantes, sinon plus.

Le nombre de citoyens vivant dans la pauvreté ne cesse d'augmenter. Il est comme le prix de l'essence. Nul n'imaginait hier que ce dernier atteigne et dépasse les 2 euros le

litre. Et nous y sommes ou presque. Nul ne pouvait concevoir que les pauvres dépasseraient les 10 millions dans le pays⁴. Nous y sommes aussi. Qui est responsable de cette pauvreté ? Les pauvres eux-mêmes qui refuseraient de « traverser la route pour trouver un emploi », comme l'a suggéré le président Emmanuel Macron ?

En France, plus de 10 millions de personnes vivent donc aujourd'hui sous le seuil de pauvreté lorsque la richesse pour une infime minorité a explosé. Le contraste est moralement et mentalement dévastateur. La fortune des milliardaires français a augmenté de cent soixante dix milliards, soit une progression moyenne de 40 % pendant la pandémie. La tendance est planétaire. Les fournisseurs de vaccin, dont le fondateur du laboratoire Moderna,⁵ ont fait une percée. Le

⁴

Voir

l'INSEE,

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/5417786>

⁵ Stéphane Bancel, le PDG de Moderna qui commercialise un vaccin à ARN messenger

magot de Bernard Arnault, propriétaire de LVMH et troisième fortune mondiale, a presque doublé en un an, soit une hausse de soixante-deux milliards d'euros ; celle de Françoise Meyer-Bettencourt, héritière de L'Oréal et femme la plus riche du monde, a augmenté de vingt milliards sept cents millions d'euros. Si les plus démunis peuvent considérer que « c'était mieux avant », la petite minorité pour qui la vie était très généreuse hier peut légitimement penser le contraire.

Dans les faits, c'est bien une véritable catastrophe qui est en marche et qu'il s'agit de conjurer.

Pour détourner le regard et l'analyse des réalités sociales qui contrarient toute vision positive de l'histoire, il est de bon ton de

concurrent de celui de Pfizer, fait une entrée fracassante dans le classement Forbes 2021 des milliardaires américains en s'emparant de la 23e place avec une fortune estimée à 3,5 milliards d'euros.

mettre en avant les relations humaines qui se seraient malgré tout améliorées. Les femmes ont acquis des droits qui leur étaient refusés, même si, souvent passée sous silence, l'exigence « à travail égal, salaire égal » est toujours bafouée. Le racisme et l'antisémitisme qui était de mise dans les années 30 ont sans doute régressé. Les minorités seraient mieux respectées et auraient une vie bien meilleure aujourd'hui qu'hier.

Le bannissement de l'injure, des discriminations, du racisme — pour autant qu'ils soient bien bannis — constitue un progrès indiscutable. Mais le bien commun n'est pas la résultante des conditions de vie de groupes minoritaires défendant des avantages spécifiques et catégoriels. Cette idéologie typiquement anglo-saxonne aujourd'hui en vogue revient à nier notre société bâtie autour d'un espace public, comme communauté politique, ni religieuse ni ethnique, dans laquelle l'État a pour tâche,

au nom des citoyens, de préserver l'intérêt général pour qu'il ne soit pas capté par des mouvements communautarisés qui, défendant leurs propres intérêts particuliers, définissent tout désaccord comme l'expression du mal et s'engagent dans l'exercice d'une tyrannie des minorités sur la collectivité.

Là encore, les arguments sont trompeurs. Sur le plan de l'universalisme républicain, la catastrophe est aussi en marche.

Dans tous les secteurs, dans tous les domaines, existent des leurres. Ainsi, la santé aurait progressé. Pour preuve, les avancées réalisées pour traiter les maladies qui il y a peu faisaient encore des ravages. L'espérance de vie n'a-t-elle pas indiscutablement augmenté ? Il y a quelques générations, on mourrait avant l'âge de quarante ou cinquante ans. Guy de Maupassant s'en est allé à 42 ans, mort de syphilis, Baudelaire à 46 ans, Schubert et Mozart très jeunes aussi, Kafka à 40 ans frappé par la tuberculose.

Aujourd'hui, l'espérance de vie est de 84 ans pour les femmes, 79 à 80 pour les hommes. Les progrès réalisés sont à titre individuel indiscutables. Pourtant, le progrès n'est pas par nature positif et doit prendre en compte pour être mesuré son coût pour toute la collectivité. L'augmentation de l'espérance de vie n'est pas illimitée et elle a son revers, car l'espérance de vie en bonne santé stagne, voire régresse, et nous assistons progressivement à un boom des grabataires. Ces arguments sont difficilement audibles, mais nous savons que, tout comme il y a des millénaires, la vie est courte et la mort certaine. À l'échelle des individus et des familles, le vieillissement demande des moyens financiers importants, ou une famille très présente. Des femmes et des hommes déjà âgés doivent faire face à des maladies graves et douloureuses qui atteignent leurs parents. À l'échelle plus collective, la transmission par héritage est également repoussée. Il est aujourd'hui fréquent que des enfants héritent de leurs parents une fois leur

vie « accomplie », lorsqu'eux-mêmes approchent de leur retraite, et que la transmission ainsi réalisée soit un passage de générations improductives, donc avec un intérêt collectif très limité, sinon nul.

Là encore, malgré les apparences et l'existence d'une situation contradictoire, les bienfaits individuels sans maîtrise et prise en charge commune accompagnent la marche en avant d'une catastrophe collective. La période est marquée par une transformation anthropologique considérable qui pèse directement sur notre société et que personne ne semble vouloir prendre en compte. Le vieillissement de la population n'en est qu'un aspect.

Globalement, nous assistons à une hausse de la démographie, source de conflits liés aux moyens et conditions de subsistance. L'Afrique subsaharienne est un cas emblématique. Nous étions cinq milliards trois cents millions sur la planète en 1990, sept milliards trois cents millions en 2017 et

allons vers huit milliards et demi en 2030, neuf milliards sept cents millions en 2050 et onze milliards deux cents millions en 2100. Même s'il existe d'autres scénarios, plus ou moins catastrophiques, la loi du nombre va s'imposer.

Pour revenir aux multiples crises qui s'approfondissent, la crise climatique, la crise écologique, ou encore la crise énergétique, le consensus est pratiquement général. Tout le monde, de tout bord, s'accorde sur les dangers qui guettent si rien n'est fait. Et force est de constater que les mesures annoncées à cor et à cri, notamment lors de sommets internationaux, ne sont que peu ou pas appliquées et ne modifient qu'à la marge les situations que tout le monde dénonce. Pourquoi donc une telle impuissance face à la catastrophe ?

En réalité, la catastrophe annoncée est inhérente au mode de production capitaliste qui ne se survit qu'en accumulant toujours plus de capital, en produisant toujours plus

de marchandises, quitte à en payer le prix de temps à autre par des guerres et des destructions massives.

L'écologie et le climat ne peuvent trouver de solution dès lors que cela contrarie la loi du profit maximum réalisé en un temps minimum. Voilà sans doute pourquoi le capitalisme vert n'est que le capitalisme ordinaire repeint en vert et voilà les raisons pour lesquelles il ne peut conduire qu'aux mêmes impasses.

Il en est de même de l'énergie. Les questions d'égalité, de justice sociale, de répartition sont au cœur et leur ignorance produit l'impuissance. Comment combattre en effet la crise énergétique sans limiter les dépenses superflues, notamment celles de transports, des jets privés aux avions pour de courtes distances en passant par les paquebots sur les océans, ou encore les camions sur les routes ? Comment affirmer la nécessité de réduire les dépenses énergétiques, de limiter la pollution et de favoriser l'environnement

écologique en continuant à développer un modèle tel que notre pays est incapable de produire, victime d'une désindustrialisation massive, contraint d'importer par mer ou par route, où circulent des files ininterrompues de poids lourds chargés de marchandises destinées à notre consommation ? N'est-il pas absurde de voir les véhicules rivaliser sur la vitesse avec des moteurs faits pour rouler à plus de 230 km/h, consommer des litres et des litres de carburant, lorsque nos routes sont limitées à 130 km/h pour celles qui permettent de rouler à vive allure ?

La conjonction des crises écologiques, climatiques et énergétiques promeut la voiture électrique comme une panacée salvatrice alors qu'elle impose le pillage de ressources naturelles, des affrontements limités ou des menaces beaucoup plus graves qui mettent en cause l'avenir de la planète. Comment affirmer sans sourciller que des sources alternatives au nucléaire permettraient de s'en passer, lorsque

l'Allemagne par exemple offre comme solution de rechange le charbon — dont les effets en matière de pollution ne sont plus à démontrer — ou les éoliennes, dont l'implantation est synonyme de milliers de mètres cubes de béton et de ferraille destinés à polluer durablement les sols où elles sont implantées. A contrario, comment nier les dangers d'une énergie dont on ne sait à terme maîtriser les déchets ? Comment concilier ces exigences en poursuivant les gaspillages que les dirigeants de pays riches sont prompts à dénoncer pour ceux qui accèdent à un début de modernité, mais qu'ils sont incapables de mettre en cause dès lors qu'ils sont concernés ? Comment convaincre lorsque les seules réponses dans le cadre national sont synonymes « d'écologie punitive » pour le plus grand nombre, alors que les plus riches qui émettent 8 fois plus de gaz à effet de serre que les plus pauvres n'ont en réalité que faire des conseils prodigués⁶ ?

⁶Le calcul prend en compte le mode de vie des

La catastrophe en marche est commune au libéralisme, au socialisme, au communisme, à toutes ces théories en « isme » qui considéraient que la production des richesses serait illimitée et permettrait de régler les problèmes rencontrés au sein de la société. Le « progrès » faisait l'unanimité pour espérer résoudre les contradictions qui nourrissaient les oppositions et affrontements de classes. La croissance des forces productives et la liberté du marché devaient permettre justice, égalité, harmonie. C'est tout le contraire qui s'est développé. Toutes les sociétés sont fracturées. La France ne fait

plus riches, avions, yachts, déplacements, etc. Mais il y a plus. Selon un rapport de l'ONG OXFAM du 5 novembre 2021, relayé par le quotidien britannique « The Guardian », à l'échelle mondiale, les 1 % les plus riches de la planète émettront à ce rythme en 2030 16 % des gaz à effet de serre, soit 70 tonnes de dioxyde de carbone lorsque les 50 % les plus pauvres rejeteront en moyenne une tonne de CO₂, soit 70 fois moins !

pas exception. Partout, les antagonismes sont décuplés.

La catastrophe en marche ? Il suffit de parcourir notre passé, notre histoire, notre propre trajectoire pour le réaliser. C'est en cela que le temps offre un certain privilège, celui de regarder derrière pour comprendre où on en est et surtout où on va.

Toutes ces questions, tous les défis auxquels nous sommes confrontés, tous les enjeux devraient être l'objet d'un large débat démocratique au sein de la nation, permettant d'impliquer les citoyens, de redonner sens aux aspirations individuelles et collectives. Mais il n'en est rien. Tout semble organisé pour camoufler la catastrophe et interdire de l'enrayer.

Si par millions les Français se détournent des urnes, c'est d'abord parce qu'ils ont le sentiment que leurs choix, quels qu'ils soient, ne peuvent peser pour modifier le cours des événements, pour améliorer leurs conditions d'existence. Le moral est au plus bas. La parole publique est aujourd'hui discréditée

avec comme conséquence une réelle crise de confiance dans le politique dont les réponses sont souvent contradictoires, et toujours autoritaires. La « pensée unique », ce conformisme qui interdit toute réflexion hors du capitalisme, semble l'avoir emporté.

Cette tendance générale à l'échelle internationale trouve sa transcription en France avec le macronisme, produit d'une lente agonie marquée par la marginalisation des partis traditionnels synonymes de désespérance pour des millions de citoyens qui aujourd'hui ne voient plus vers où se tourner. Le capitalisme serait la fin de l'histoire. Le « TINA⁷ » de Margaret Thatcher semblerait l'avoir emporté.

Emmanuel Macron synthétise à lui tout seul l'explosion du clivage gauche droite et incarne l'abandon de toute référence — même illusoire — à des pensées qui pourraient fournir des alternatives au capitalisme⁸.

⁷There is no alternative

⁸ Cette situation n'est pas proprement française. Dans toute l'Europe, les bastions traditionnels des organisations se réclamant

L'opposition avec « l'extrême droite », instrumentalisée par le pouvoir depuis les années 1986, aujourd'hui avec Éric Zemmour comme hier avec Marine Le Pen et avant-hier avec son père, permet l'élection des représentants de l'oligarchie qui

de la classe ouvrière sont en totale déliquescence. Ainsi, la social-démocratie allemande qui a marqué historiquement l'ensemble du mouvement ouvrier mondial est en voie de lente disparition même si elle connaît quelques sursauts électoraux liés à une parole momentanément sociale. En Israël, le parti travailliste joue un rôle d'appoint. Au Royaume-Uni, le « Red wall » travailliste n'a pas résisté aux conservateurs rénovés par Boris Johnson. Et en Italie, le pays qui hier connaissait le parti communiste le plus puissant d'Europe, aux portes du pouvoir, n'a plus aujourd'hui en matière de gauche que le « Centro-Sinistra » — centre gauche — dont il serait difficile de savoir s'il se trouve plus ou moins à gauche, ou à droite, qu'Emmanuel Macron en France. La liste n'est pas close. C'est bien un changement d'époque historique que certains pourront considérer comme bénéfique,

s'enrichit en possédant les grosses firmes, les médias, les sondages, ou encore la publicité.

Les grands défis — climatique, énergétique, écologique, sanitaire... — sont de premières importances évidemment, mais le risque est évident de les voir utilisés dans le but d'évacuer les questions qui embourbent la vie nationale.

Le libéralisme économique, la mondialisation, l'europhobie, l'autoritarisme, le capitalisme sont considérés comme intangibles. Souhaiter en débattre ferait preuve de nostalgie, de simple goût pour la recherche paléontologique. Pourtant, là devrait être la priorité. Comment en effet prétendre vouloir enrayer les dérèglements de tous ordres sans d'abord porter le fer dans leurs causes ?

La catastrophe en marche est bien avancée, car la Nation, loin d'être armée pour affronter les défis qui lui sont lancés, est affaiblie par une politique qui nie les valeurs d'égalité, de fraternité, de liberté et de laïcité

contrairement à d'autres, auquel nous assistons.

qui fondent la république.

Cette politique ne se contente pas de réduire le niveau de vie du plus grand nombre, elle met la vie en danger, tout simplement. Le capitalisme crée des biens souvent inutiles et rompt des liens essentiels entre les individus qu'il méprise. Il prône le « chacun pour soi et Dieu pour tous ».

Avec la démocratie, les mœurs politiques et le sens moral de l'état, les questions posées auxquelles il faut répondre en préalable aux sujets qui menacent à terme l'humanité pourront sembler bien terre à terre, mais sont primordiales.

Il s'agit du travail et de sa valeur, de l'industrie, de son organisation, de la justice sociale, de l'éducation. N'est-il pas temps de passer au crible les orientations qui dominent notre pays depuis plusieurs décennies, d'en comprendre les similitudes et les différences, d'en saisir les causes pour tenter de dégager des moyens, des objectifs, permettant aux

citoyens de se réappropriier leur histoire et de
conjurier la catastrophe qui est engagée ?

Chapitre premier : **Le déclin démocratique**

« La dictature peut s'installer sans
bruit ». **Georges Orwell**

« Le fascisme peut revenir sur la scène à
condition qu'il s'appelle antifascisme ».

Pier Paolo Pasolini

Le 12 mars 2020, le chef de l'État indiquait à six reprises en à peine plus de 40 minutes : « nous sommes en guerre ». Le peuple attendait donc légitimement un plan de bataille, des généraux sur le front, qui comme le chef suprême l'avait laissé entendre, seraient en première ligne pour nous conduire victorieusement sur le théâtre des opérations et qui eux aussi auraient comme les gouvernants à se présenter le moment venu devant le peuple français pour rendre compte, redemander à l'occasion sa confiance, dans les élections censées régir notre vie démocratique.

Le pouvoir des experts

Quel décalage ! En lieu et place des généraux

à la tête des troupes, c'est une série de troufions, qui jamais n'auraient de comptes à rendre devant le peuple, qui se sont retrouvés dans la salle de commandement — virologues, urgentistes, généralistes, spécialistes... — pour indiquer des décisions souvent contradictoires, prises dans un cénacle restreint et surtout secret, destinées à imposer l'organisation de la cité, un nouveau mode de vie en société, une nouvelle organisation de nos vies privées.

Le processus qui a été mis en œuvre dans la pandémie n'est pas nouveau, mais il a été poussé à son paroxysme. Les citoyens ont été réduits à un rôle de figurants muets. La démocratie, ce régime politique dans lequel tous les citoyens participent aux décisions politiques au moins par le vote, et surtout dans lequel les responsables au pouvoir peuvent être sanctionnés par le peuple s'il le juge utile, s'est trouvée supplantée par le pouvoir technocratique « d'élites » chargées de délivrer la bonne parole.

Le risque d'une confiscation de la démocratie était déjà latent depuis des années et apparaissait à diverses occasions. Les

économistes « libéraux » par exemple sont périodiquement convoqués pour asséner la bonne façon de penser, pour donner les solutions par définition « seules susceptibles » de juguler la crise, pour justifier a priori les politiques appliquées par les gouvernants. Ils constituent aussi dans leur domaine un petit cercle fermé, font valoir des titres universitaires dont la seule évocation est destinée à crédibiliser leur position dominante dans le monde médiatique alors que leur activité principale consiste à conseiller de grandes firmes et à émarger dans leurs conseils d'administration.

Chaque situation exceptionnelle vient rappeler sans que nul ne s'en offusque vraiment l'effacement des politiques élus devant les spécialistes de circonstance qui n'auront aucun compte à rendre, sur lesquels le peuple n'a aucun pouvoir, face auxquels il est totalement impuissant et dessaisi. La guerre du Golfe avait été une caricature, avec les fameux experts venus envahir souvent de façon assez grotesque la sphère médiatique pour propager un discours officiel basé sur l'existence d'armes de destruction massive irakiennes qui n'auront jamais été trouvées,

et pour cause, sans que nul ne fasse mea culpa. Ils justifiaient ainsi l'intervention militaire en gommant de leur discours tout dégât collatéral au sein des populations civiles — on dénombre à l'arrivée plus de 100 000 morts civiles sur le territoire irakien⁹ — qui aurait pu susciter un refus des décisions politiques et exposer les responsables des pays de la coalition à une protestation massive de leurs populations¹⁰.

La démocratie est vidée de son contenu. Pendant que les « spécialistes » ânonnent, les responsables politiques au pouvoir se sentent protégés et ressemblent à des pantins aux ordres d'une idéologie et d'un système

⁹Selon « Iraq Body Count ».

¹⁰On a également en mémoire la décision des différents gouvernements de ne jamais montrer de morts militaires, par peur de susciter un réflexe antiguerre. Ainsi, c'est à la fin des opérations que les chiffres ont commencé à être connus. Selon « The Week », les États-Unis ont envoyé plus de 1 million de soldats sur le sol irakien. 4443 y ont perdu la vie, soit 0,4 %. 33 183 y ont été blessés, soit 3,3 % des soldats mobilisés.

général, des musiciens qui jouent une partition qu'ils n'ont pas écrite et dont le rôle consiste à éviter les fausses notes.

Le fonctionnement d'Emmanuel Macron et de son gouvernement à l'occasion de la pandémie a donc des précédents. À la décharge du président de la République, il n'a donc rien inventé, s'est coulé dans un moule déjà expérimenté. Mais les conséquences sont lourdes, notamment pour la défiance des citoyens à l'égard du pouvoir et la perte de confiance, mais pas seulement. C'est la démocratie qui est victime.

Défiance généralisée

La confiance est en politique « la valeur cardinale de la démocratie », car celle-ci repose sur le consentement du gouverné. Régulièrement, le CEVIPOF, le centre de recherche politique de Sciences Po, publie sous la tutelle de l'Institut d'études politiques et de chercheurs du CNRS un baromètre pour mesurer justement la confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques

par les Français¹¹. Les résultats de l'étude sont sans appel. Ils indiquent la lassitude, la méfiance, la morosité, le pessimisme des Français. Les responsables politiques, de gauche comme de droite, sont rejetés, car perçus comme indifférents et corrompus.

La période ouverte en 2017 avec l'élection d'Emmanuel Macron, les ralliements de la plupart des caciques du parti socialiste dans un premier temps, puis des « Républicains », tous soucieux de sauver leur poste, ont aggravé le rapport des citoyens au personnel politique. Cela est d'autant plus marqué que les préoccupations concrètes des Français exprimées dès qu'ils en ont l'occasion sont précises et qu'ils demeurent sans représentation, sans porte-parole. Les citoyens ont le sentiment qu'ils peuvent encore penser, qu'ils ont encore les moyens de vouloir, qu'ils peuvent imaginer le monde de demain, que leurs ambitions sont légitimes, mais qu'ils ont le plus grand mal à faire prévaloir leur point de vue, soit directement, soit par l'intermédiaire d'élus qui leur semblent distants, soit encore et

¹¹Voir le site : www.sciencespo.fr/cevipof/

surtout par l'intermédiaire d'une organisation, d'un parti, qui les rassemblerait et qu'ils contrôlèrent.

Les Français se sont-ils pour autant détournés de la politique ? À chaque occasion, l'intérêt qu'ils continuent de lui porter est vérifiable. L'irruption des Gilets jaunes durant le quinquennat d'Emmanuel Macron, dans la rue malgré les efforts demandés et les risques encourus, les sujets abordés sur les ronds-points occupés, dans les assemblées citoyennes ou les multiples réunions sur le territoire, viennent témoigner de l'importance de la politique pour les citoyens qui ont placé la démocratie comme première exigence.

Parole, parole, parole...

En pleine crise sanitaire, le président de la République s'est laissé aller à un semblant de « mea culpa » sur la politique qu'il avait menée jusque là, annonçant même la suspension des différentes réformes qui avaient mis la France sens dessus dessous. Son principal soutien syndical, le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger,

renchérissait, enterrant comme s'il était en service commandé la réforme des retraites qui avait mis des centaines de milliers de travailleurs dans la rue, et qu'il avait soutenue contre vents et marées. La crise du Covid aurait donc permis à la démocratie de s'imposer, certes avec retard, mais de s'imposer en reconnaissant le point de vue qui depuis des mois s'exprimait dans la grève et la manifestation ?

En évoquant l'hôpital et les services publics, Emmanuel Macron, mis en cause dès son arrivée comme « Président des riches », se révélerait-il au détour de la pandémie « Président prenant en compte les intérêts de tous les Français » ? L'espoir placé dans un système démocratique qui veut que toutes les composantes de la société soient entendues et que chacune soit considérée allait-il renaître ?

Ces interrogations très vite ont été dissipées. Dans la « loi d'urgence sanitaire » votée en catimini en plein confinement, sans publicité excessive, au sénat et à l'assemblée, sont inscrites des mesures qui en temps normal auraient contribué à une réprobation et

réaction populaire comme le pays en a connu durant des mois. Sans limites de durée, les périodes de congés payés ou de repos sont limitées. La durée légale de travail de 35 heures dans une série de secteurs est abrogée. Sur demande patronale, elle pourra être portée au maximum prévu dans le cadre européen, soit 48 heures. La possibilité de légiférer par ordonnances est rappelée. Le « en même temps » Macronien qui un jour permet de vanter le bien commun, le lendemain d'avancer dans la voie de son affaiblissement, est à nouveau ressenti comme négation de la parole donnée, une grande duperie dont la démocratie est à nouveau victime.

Le pouvoir à tous les niveaux ne devrait-il pas prendre garde ? Pour paraphraser Bossuet, « *Dieu se rit des hommes qui se plaignent des conséquences alors qu'ils en chérissent les causes* ». Des causes que le peuple français dénonce de plus en plus fort depuis l'élection présidentielle de 2017, comme s'il prêchait dans le désert, depuis qu'en 2008 sa volonté a été bafouée dans un déni de démocratie, un véritable coup d'État parlementaire qui explique en partie la

politique actuelle, conforme à celle menée par les gouvernements qui se sont succédé.

1958 — 2005 — 2017

C'est la place occupée par Emmanuel Macron au sommet de l'état qui lui permet d'agir comme bon lui semble, sans réel contrôle démocratique. Comme ses prédécesseurs, il s'appuie sur la constitution de 1958, bonapartiste et bâtarde qui introduit une dose de parlementarisme avec ses articles 20 et 49, pratiquement éliminée par Lionel Jospin et Jacques Chirac avec le mandat de 5 ans du président et l'inversion du calendrier électoral.

La constitution de 1958 confère au président de la République des pouvoirs démesurés qui rompent avec le rôle purement honorifique attribué sous la troisième et quatrième république. Il peut en effet jouir de droits exceptionnels, notamment¹² cumuler tous les pouvoirs (exécutif, judiciaire, législatif) en vue de mettre un terme à une éventuelle menace. Cette disposition constitutionnelle

¹² Article 16 de la constitution.